

## MEXIQUE

Amnesty International exhorte de nouveau le gouvernement à modifier sa politique en matière de droits de l'homme

Index AI : AIMR 41/94/97

« Les préoccupations légitimes et fondées de la communauté nationale et internationale à propos de la situation critique des droits de l'homme au Mexique devraient inciter le gouvernement du président Ernesto Zedillo à cesser de nier la réalité et à adopter une nouvelle politique en vue de respecter les obligations auxquelles on ne peut se dérober dans ce domaine. » Ainsi s'est exprimé, ce vendredi 10 octobre 1997, Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty International.

Pierre Sané fait actuellement une tournée officielle aux États-Unis, où il mène campagne contre la peine capitale. Ayant rencontré plusieurs condamnés à mort, parmi lesquels quelques ressortissants mexicains, il a ajouté : « Alors que des secteurs importants de la société mexicaine tirent la sonnette d'alarme face à la détérioration de la situation des droits de l'homme, le gouvernement se fige dans une attitude qui paraît indéfendable au regard de l'augmentation alarmante des arrestations arbitraires, des tortures, des "disparitions", des menaces et des attaques dirigées contre les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes – sans parler d'une indifférence préoccupante pour la question indigène et de la militarisation croissante du pays. Tout cela va de pair avec une grave détérioration de la sécurité publique, liée au climat d'impunité et de corruption régnant au sein des forces de sécurité ».

Le secrétaire général de l'Organisation s'était précisément rendu au Mexique à la fin du mois de septembre pour aborder ces questions avec le gouvernement du président Ernesto Zedillo, dans l'espoir d'entamer un dialogue constructif et de contribuer à l'amélioration de la situation des droits fondamentaux. Durant cette visite, des représentants du pouvoir législatif, du pouvoir judiciaire, de l'Église catholique, du monde universitaire, ainsi que des organisations non gouvernementales s'exprimant au nom de la société civile, ont fait part à Amnesty International de leurs préoccupations et de la volonté de la société mexicaine de résoudre cette grave situation. Pourtant, le gouvernement n'a pas voulu recevoir Pierre Sané, alors que la visite de ce dernier avait été préparée de longue date et que l'Organisation avait reçu à plusieurs reprises l'assurance qu'une rencontre avec le président Ernesto Zedillo aurait lieu. En outre, les autorités ont affirmé, sans étayer leurs dires, qu'Amnesty International se montrait de mauvaise foi en faisant état de préoccupations infondées.

Pierre Sané a déclaré à ce sujet : « Au nom des milliers de victimes de graves violations des droits de l'homme au Mexique, qui nous ont fait parvenir leurs plaintes parce que les autorités de leur pays n'y avaient pas répondu, nous demandons de nouveau de toute urgence au président Ernesto Zedillo de rectifier la politique de son gouvernement en matière de droits de l'homme. Nous le prions instamment d'adopter et de mettre en application, au-delà des discours, les recommandations que nous lui avons fait parvenir récemment. Sinon, la situation actuelle pourrait déboucher sur une crise irréversible des droits fondamentaux au Mexique. »